COMMISSION PERMANENTE

Séance du 29 septembre 2008

CP 08/09-22

ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE CONVENTION DE MISE EN OEUVRE DE LA LOI DU 11 FEVRIER 2005 RELATIVE AUX PERSONNES HANDICAPEES

Aux termes d'une convention en date du 28 janvier 1983 modifiée par avenants, l'Association des Paralysés de France s'est engagée à apporter au Département de Tarn et Garonne, le concours de ses professionnels travailleurs sociaux et ergothérapeute, en vue de favoriser l'adaptation et l'insertion sociale des handicapés moteurs ainsi que l'information et le soutien des parents d'enfants handicapés.

En contre partie, le Conseil Général de Tarn et Garonne s'est engagé à couvrir les salaires, charges et frais de déplacement d'1 ETP d'assistante sociale et de 0,25 ETP d'ergothérapeute ainsi que les salaires et charges de 0,5 ETP de secrétaire.

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, a prescrit la création, dans chaque département, d'une Maison Départementale des personnes handicapées ayant vocation, entr'autre, d'être un guichet unique pour l'accès aux droits et prestations en faveur des personnes handicapées.

Tenant compte de ces dispositions, l'Assemblée Départementale, dans sa séance du 17 février 2006, a décidé qu'il y avait lieu de faire évoluer les modalités de collaboration avec l'Association des Paralysés de France ; les moyens financés par le Conseil Général devant être mis à disposition de la MDPH.

En conséquence, une nouvelle convention à conclure entre l'APF, le GIP MDPH et le Conseil Général a été élaborée. Aux termes de ce document, l'APF s'engage à concourir au fonctionnement de la MDPH de Tarn et Garonne par la mise à disposition d'une assistante sociale à temps complet et par la prestation de service d'une secrétaire à mi temps et d'une ergothérapeute à quart temps. En contre partie, le Conseil Général maintient son financement.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et m'autoriser à signer la convention précitée.

CONSEIL GENERAL DE TARN-ET-GARONNE

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 29 septembre 2008

CP 08/09-22

**ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE
CONVENTION DE MISE EN OEUVRE
DE LA LOI DU 11 FEVRIER 2005 RELATIVE
AUX PERSONNES HANDICAPEES**

**DECISION de la COMMISSION
PERMANENTE**

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 20 mars 2008 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la loi n° 2005-02 du 11 janvier 2005 relative à la création d'une maison départementale des personnes handicapées dans chaque département,

Vu la délibération du Conseil Général du 17 février 2006, décidant l'évolution des modalités de collaboration avec l'Association des Paralysés de France,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve la convention à intervenir avec l'Association des Paralysés de France (APF), le GIP MDPH et le Conseil Général aux termes de laquelle l'APF s'engage à concourir au fonctionnement de la MDPH de Tarn et Garonne par la mise à disposition d'une assistante sociale à temps complet et par la prestation de service d'une secrétaire à mi temps et d'une ergothérapeute à quart temps ;

- Précise qu'en contre partie, le Conseil Général maintient son financement ;
- Autorise Monsieur le Président à signer cette conventions, au nom et pour le compte du département.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,